



AMBASSADE DE FRANCE EN THAÏLANDE
SERVICE ÉCONOMIQUE

Le Chef du Service Economique

le 20 mars 2018

L'Eastern Economic Corridor, vecteur du développement économique de la Thaïlande

L'«Eastern Economic Corridor» (EEC), anciennement «Eastern Seaboard», est un «**cluster**» **industriel et technologique regroupant trois provinces au Sud-Est de Bangkok**. La Thaïlande a pour ambition de valoriser les réserves foncières de cette région et de s'affirmer en tant que place industrielle (le secteur secondaire représente déjà 28,5% du PIB) et centre économique de l'Asie du Sud-Est continentale, c'est-à-dire des cinq pays indochinois, Birmanie, Cambodge, Laos, Thaïlande et Viet Nam. Le développement de cette «zone économique» va se traduire par des investissements conséquents, tant dans le **développement des infrastructures que dans celui des dix secteurs ciblés par le gouvernement thaïlandais**.

Ce plan pour l'EEC s'inscrit en effet dans le cadre de la **stratégie Thailand 4.0**, qui vise un objectif général de montée de gamme de l'économie grâce à une stimulation de l'innovation, de la créativité et une meilleure prise en compte du développement durable. **Les dix secteurs stratégiques** retenus par le gouvernement témoignent de la volonté de se projeter vers des **productions à plus forte valeur ajoutée** : véhicules de «nouvelle-génération», électronique «intelligente» et robotique, tourisme médical et de bien-être, agriculture et biotechnologies, agro-alimentaire, aviation et logistique, biocarburants, digitalisation (développement de l'e-commerce).

L'implantation de l'EEC sur les provinces littorales de Chonburi, Rayong et Chachoengsao (13 000 km²) relève d'une volonté de **renforcer** le poids économique d'une zone déjà pionnière dans les industries pétrochimique, automobile et énergétique. L'EEC dispose d'un **accès privilégié à l'Asie, à l'Océanie et à l'Europe** grâce à ses infrastructures portuaires et aéroportuaires amenées à se développer à court- moyen terme (port de Laem Chabang, aéroports de Bangkok et site d'U Tapao). Le projet d'une ligne ferroviaire nord-sud, de Kunming à Vientiane et Rayong, s'il était mené à bien, permettrait en outre de créer un corridor de fret entre le golfe du Siam et le sud de la Chine.

Les investissements dans les infrastructures de transports visent à améliorer la connectivité entre la capitale et les trois provinces de l'EEC tout en favorisant les connexions intermodales. Il s'agit donc d'un double mouvement de modernisation de l'existant et de création de nouveaux moyens de transport, avec par exemple :

- une **voie ferrée express** entre Bangkok et Rayong qui relierait les principaux centres et points de transit de la région, ports et aéroports. 90 % du réseau ferroviaire thaïlandais est encore à voie unique, une **ligne à voie double** reliant le port de Laem Chabang, la zone industrielle notamment pétrochimique, de Map Ta Phut et Bangkok permettrait ainsi une amélioration du transit des marchandises. Ces investissements sont évalués à plus six milliards USD ;
- **l'aéroport de U-Tapao** pourra, après sa transformation (c'est actuellement une base aéronavale qui accueille aussi quelques vols civils) accueillir quinze millions de passagers par an, contre trois aujourd'hui. Cet aéroport bénéficiera aussi d'un centre de maintenance et d'aviation. Les coûts de mise à niveau sont estimés à près de six milliards USD ;
- le **port de Laem Chabang**, aujourd'hui principal port de Thaïlande pour les conteneurs et les cargos, a **vocation à s'affirmer** comme un point d'entrée majeur en Asie. Le schéma de l'EEC complète le développement portuaire du pays par l'extension du site Map Ta Phut, spécialisé

dans les matières premières et de Sattahip (base navale) comme possible terminal de tourisme. Au total, ces investissements représentent un engagement financier de près de trois milliards USD ;

- une **autoroute** complémentaire sera construite entre Bangkok et Pattaya pour un montant d'un milliard de dollars.

Au total, ce sont **43 milliards USD, provenant de fonds publics et privés, qui seront investis au cours des cinq premières années**. Près de 35 % des investissements seront consacrés à l'extension et à la modernisation des transports, 30 % pour l'industrie, 25 % pour les villes nouvelles et 10 % pour le tourisme.

Afin d'attirer les investisseurs privés, une loi spécifique à la zone géographique délimitée par l'EEC prévoyant une série d'**incitations fiscales et non-fiscales** qui seront offertes par le Thailand Board of Investment (BOI) a été promulguée en mars 2018 :

- sur le plan fiscal, le BOI accordera aux investisseurs qui s'engagent dans les industries cibles une **réduction de l'impôt sur les sociétés et un plafonnement de l'impôt sur le revenu des cadres expatriés**, au moins dans les activités dérivées d'investissements directs étrangers. L'EEC deviendrait aussi en partie une zone de libre-échange ;
- pour faciliter la construction d'infrastructures, des **baux de long-terme** (50 + 49 ans) seront accordés aux investisseurs. Des **procédures accélérées** pour l'approbation des partenariats public-privé (PPP) et pour l'étude d'impact environnemental sont mises en place ;
- pour les investisseurs internationaux, des **permis de travail d'une durée de cinq ans** seront accordés. Une **révision du décret limitant à 49 % la participation d'investisseurs étrangers** dans les sociétés thaïes a également été entérinée. Celle-ci est étendue à 70 %, dans un premier temps pour le secteur de l'aviation.

Principaux projets dans l'Eastern Economic Corridor

